

ARRÊTÉ DCPPAT 2026 N ° 137 portant mise en demeure

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société SEVA NOUVELLE à Beaufort-en-Anjou (49250)
Installation de fabrication d'emballage légers en bois**

LE PRÉFET

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'Etat, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011-n°59 du 17 février 2011 délivré à la société SEVA pour l'exploitation d'une installation de fabrication et stockage d'emballages en bois sur le territoire de la commune de Beaufort-en-Anjou (49250) et en particulier les articles 6.2.3, 7.2.7, 7.5.4.1 et 9.2 ;

Vu le récépissé de transfert d'exploitation du 29 janvier 2019 au profit de la société SEVA NOUVELLE ;

Vu le rapport de conformité ATEX réalisé par la société DEKRA 10 septembre 2024 ;

Vu le compte-rendu Q1 de vérification semestrielle du système d'extinction automatique réalisé par la société DEKRA le 22 septembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 25 novembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé les mesures de niveaux sonores émis par ses installations, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les équipements localisés en zone ATEX présentent des non-conformités au regard des dispositions de l'article 7.2.7 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'installation d'extinction automatique d'incendie présente des non-conformités avec risque de mise en échec du système, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.5.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des émissions de poussières de l'installation de dépoussiérage, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEVA NOUVELLE de respecter les prescriptions et dispositions des articles 6.2.3, 7.2.7, 7.5.4.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Arrête

Article 1 - La société SEVA NOUVELLE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 en faisant réaliser par un organisme certifié les mesures des niveaux sonores de ses installations sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les résultats de mesures indiquent des non-conformités, la transmission est complétée par un échéancier pour la réalisation de travaux de mise en conformité.

Article 2 - La société SEVA NOUVELLE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.2.7 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 en levant les non-conformités formulées dans le rapport de conformité ATEX réalisé par la société DEKRA 10 septembre 2024 susvisé sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 - La société SEVA NOUVELLE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.5.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 en mettant en œuvre les actions correctives permettant de lever le risque de mise en échec relevé dans le rapport Q1 du 22 septembre 2025 susvisé sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les éléments attestant de l'absence de non-conformité et en particulier un rapport Q1 concluant sur une absence de risque de mise en échec est transmis à l'inspection des installations classées.

Article 4 - La société SEVA NOUVELLE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 en faisant réaliser par un organisme certifié les mesures d'émissions de poussières de l'installation de dépoussiérage sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les résultats de mesures indiquent des non-conformités, la transmission est complétée par un échéancier pour la réalisation de travaux de mise en conformité.

Article 5 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans le délai mentionné aux articles 1 à 4 à compter de la notification du présent arrêté (3 mois), les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 à 4.

Article 6 - Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administratives prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 - Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de Justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 9 – Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de Saumur, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays-de-la-loire, et le Maire de la commune de Beaufort-en-Anjou sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SEVA NOUVELLE.

Fait à ANGERS, le **29 JAN. 2026**



François PESNEAU

